

REGLEMENT DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Le règlement du service désigne le document établi par la collectivité et adopté par délibération du 25/06/2009 ; il définit les conditions de réalisation des ouvrages de raccordement au réseau d'assainissement et les relations entre l'exploitant et l'abonné du service.

Dans le présent document :

- **vous** désigne l'abonné c'est-à-dire toute personne, physique ou morale, titulaire du contrat de déversement dans le réseau d'assainissement collectif. Ce peut être : le propriétaire ou le locataire ou l'occupant de bonne foi ou la copropriété représentée par son syndic. Certaines dispositions au sujet de la réalisation des ouvrages concernent spécifiquement le propriétaire.
- **l'exploitant** désigne le service d'assainissement collectif de BAYEUX INTERCOM.
- **la trésorerie** désigne les services du trésor public.

Le service de l'assainissement collectif

Le service de l'assainissement collectif désigne l'ensemble des activités et installations nécessaires à l'évacuation de vos eaux usées (collecte, transport et traitement).

1•1 - Les eaux admises

Peuvent être rejetées dans les réseaux d'eaux usées :

- les eaux usées domestiques. Il s'agit des eaux d'utilisation domestique provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bains, toilettes et installations similaires.

Sous certaines conditions et après autorisation préalable de la collectivité, les eaux usées autres que domestiques (industries, artisans, hôpitaux, ...) peuvent être rejetées dans les réseaux d'assainissement.

Les eaux pluviales, eaux de source, trop-plein ou vidanges de piscines ne peuvent être rejetées que dans les collecteurs unitaires ou dans les collecteurs pluviaux spécifiques.

Vous pouvez contacter à tout moment l'exploitant du service pour connaître les conditions de déversement de vos eaux dans le réseau d'assainissement collectif, ainsi que les modalités d'obtention d'une autorisation particulière, si nécessaire.

1•2 - Les engagements de l'exploitant

L'exploitant s'engage à prendre en charge vos eaux usées, dans le respect des règles de salubrité et de protection de l'environnement.

L'exploitant vous garantit la continuité du service, sauf circonstances exceptionnelles.

Les prestations qui vous sont garanties, sont les suivantes :

- une proposition de rendez-vous dans un délai de 8 jours en réponse à toute demande pour un motif sérieux, avec respect de l'horaire du rendez-vous dans une plage de 3 heures ;
- une assistance technique au numéro de téléphone indiqué sur la facture (prix d'un appel local), 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, pour répondre aux urgences techniques avec un délai garanti d'intervention d'un technicien dans les 2 heures en cas d'urgence ;
- un accueil téléphonique au numéro de téléphone indiqué sur la facture pour effectuer toutes vos démarches et répondre à toutes vos questions ;
- une réponse écrite à vos courriers dans les 20 jours suivant leur réception, qu'il s'agisse de questions techniques ou concernant votre facture ;
- une permanence à votre disposition pour tout rendez-vous.

Pour l'installation d'un nouveau branchement, le pétitionnaire peut faire appel soit à Bayeux Intercom, soit à une entreprise de son choix. Les modalités sont précisées à l'article 4.2 du présent règlement.

1•3 - Les règles d'usage du service de l'assainissement collectif

En bénéficiant du service de l'assainissement collectif, vous vous engagez à respecter les règles d'usage de l'assainissement collectif.

Ces règles vous interdisent :

- de causer un danger pour le personnel d'exploitation ;
- de dégrader les ouvrages de collecte et d'épuration ou gêner leur fonctionnement ;
- de créer une menace pour l'environnement ;
- de raccorder sur votre branchement les rejets d'une autre habitation que la vôtre.

En particulier, vous ne devez pas rejeter :

- le contenu de fosses septiques et/ou les effluents issus de celles-ci ;
- les déchets solides tels que ordures ménagères, y compris après broyage ;
- les graisses ;
- les huiles usagées, les hydrocarbures, solvants, acides, bases, cyanures, sulfures, métaux lourds, ... ;
- les produits et effluents issus de l'activité agricole (engrais, pesticides, lisiers, purins, nettoyage de cuves, etc) ;
- les produits radioactifs ;
- les eaux de lavage (sauf accord express de l'exploitant).

De même, vous vous engagez à respecter les conditions d'utilisation des installations mises à votre disposition. Ainsi, vous ne devez pas y déverser, sauf si vous êtes desservi par un réseau unitaire et après accord de la collectivité :

- les eaux pluviales. Il s'agit des eaux provenant après ruissellement soit des précipitations atmosphériques, soit des arrosages ou lavages des voies publiques ou privées, des jardins, des cours d'immeubles ... ;
- des eaux de source ou souterraines, y compris lorsqu'elles ont été utilisées dans des installations de traitement thermique ou de climatisation ;
- des eaux de vidanges de piscines ou de bassins de natation.

Vous ne devez pas non plus rejeter des eaux usées dans les ouvrages destinés à évacuer uniquement les eaux pluviales.

Le non-respect de ces conditions peut entraîner des poursuites de la part de la collectivité et de l'exploitant.

Dans le cas de risques pour la santé publique ou d'atteinte à l'environnement, la mise hors service du branchement peut être immédiate afin de protéger les intérêts des autres abonnés ou de faire cesser le délit.

1•4 - Les interruptions du service

L'exploitant est responsable du bon fonctionnement du service. A ce titre, et dans l'intérêt général, il peut être tenu de réparer ou modifier les installations d'assainissement collectif, entraînant ainsi une interruption du service.

Dans toute la mesure du possible, l'exploitant vous informe au moins 48 heures à l'avance des interruptions du service quand elles sont prévisibles (travaux de renouvellement, de réparations ou d'entretien).

L'exploitant ne peut être tenu pour responsable d'une perturbation du service due à un accident ou un cas de force majeure.

1•5 - Les modifications du service

Dans l'intérêt général, la collectivité peut modifier le réseau de collecte. Dès lors que les conditions de collecte sont modifiées et qu'il en a la connaissance, l'exploitant doit vous avertir, sauf cas de force majeure, des conséquences éventuelles correspondantes.

Votre contrat de déversement

Pour bénéficier du service de l'assainissement collectif, c'est-à-dire être raccordé au système d'assainissement collectif, vous devez souscrire un contrat de déversement.

2•1 - La souscription du contrat de déversement

Pour souscrire un contrat de déversement, il vous suffit d'en faire la demande par téléphone ou par écrit auprès de l'exploitant.

Vous recevez le règlement du service, les conditions particulières de votre contrat de déversement.

Le règlement de la première facture dite "facture-contrat" vaut acceptation des conditions particulières du contrat de déversement et du règlement du service de l'assainissement collectif. Cette facture correspond à une estimation de consommation en fonction du nombre de jour à courir jusqu'à la fin du semestre de consommation en cours.

Votre contrat de déversement prend effet :

- soit à la date d'entrée dans les lieux ;
- soit à la date de mise en service du raccordement en cas de nouveau raccordement.

Les indications fournies dans le cadre de votre contrat de déversement font l'objet d'un traitement informatique. Vous bénéficiez ainsi du droit d'accès et de rectification prévu par la loi "informatique et libertés" du 6 janvier 1978.

2•2 - La résiliation du contrat de déversement

Votre contrat de déversement est souscrit pour une durée indéterminée.

Vous pouvez le résilier à tout moment au numéro de téléphone indiqué sur la facture ou par lettre simple. Vous devez permettre le relevé du compteur d'eau potable par un agent du distributeur d'eau potable ou de l'exploitant du service d'assainissement dans les 5 jours suivant la date de résiliation. Une facture d'arrêt de compte vous est alors adressée.

2•3 Si vous êtes en habitat collectif

Quand une individualisation des contrats de fourniture d'eau a été mise en place avec le distributeur d'eau, vous devez souscrire un contrat avec le service de l'assainissement.

Votre facture

Vous recevez, en règle générale, deux factures par an. L'une d'entre elles au moins est établie à partir de votre consommation d'eau potable. L'autre est un acompte à partir d'une estimation.

3•1 - La présentation de la facture

La facture de l'assainissement collectif est commune avec celle du service d'eau potable, sauf pour la commune de Port-en-Bessin-Huppain, de Ryes et d'Agy où une facture spécifique au service d'assainissement collectif est émise.

Votre facture comprend une partie variable en fonction de la consommation d'eau potable relevée par le service de l'eau.

Tous les éléments de votre facture sont soumis à la TVA au taux en vigueur.

La présentation de votre facture sera adaptée en cas de modification des textes en vigueur.

Toute information est disponible auprès de l'exploitant et de la collectivité.

3•2 - L'évolution des tarifs

Les tarifs appliqués sont fixés par décision de la collectivité, pour sa part, par décision des organismes publics concernés ou par voie législative ou réglementaire, pour les taxes et redevances.

Si de nouveaux frais, droits, taxes, redevances ou impôts étaient imputés au service de l'assainissement collectif, ils seraient répercutés de plein droit sur votre facture.

Vous êtes informé des changements de tarifs par affichage en mairie de la délibération fixant les nouveaux tarifs et à l'occasion de la première facture appliquant le nouveau tarif.

3•3 - Les modalités et délais de paiement

Le paiement doit être effectué au maximum 30 jours après la date d'exigibilité précisée sur la facture.

La partie variable de votre facture est calculée à terme échu annuellement sur la base de votre consommation en eau potable, avec une facturation intermédiaire d'une consommation estimée.

Si vous êtes alimenté en eau totalement ou partiellement à partir d'un puits ou d'une autre source qui ne dépend pas d'un service public, vous êtes tenu d'en faire la déclaration en mairie. Dans ce cas, la redevance d'assainissement collectif applicable à vos rejets est calculée conformément à la décision de la collectivité, c'est-à-dire :

- soit par mesure directe au moyen de dispositifs de comptage posés et entretenus aux frais de l'usager et dont les relevés se font contradictoirement avec l'agent du service d'eau (il appartient à l'usager de prendre rendez-vous avec Bayeux Intercom) ;
- soit à défaut de comptage ou de justification de la conformité des dispositifs de comptage par rapport à la réglementation, sur la base d'un rejet annuel de 40 m³/habitant. Si la consommation d'eau auprès du service public est inférieure au calcul du rejet indiqué ci-dessus, l'assiette finale de redevance d'assainissement collectif sera celle du calcul du rejet avec le ratio de 40 m³/habitant/an. Dans le cas contraire, l'assiette sera celle de la consommation réelle en eau auprès du service public.

La facturation se fera en deux fois, une facture d'acompte et le solde :

* Facture d'acompte : le montant comprend une consommation estimée calculée sur la base de 40 % de la consommation de l'année précédente ;

* Facture de solde : le montant comprend les volumes de l'année écoulée, déduction faite de l'acompte.

Les envois des factures ont lieu selon le calendrier suivant :

- Zone 1 – Audrieu, Chouain, Condé-sur-Seulles, Ellon, Juaye-Mondaye et Nonant (hors zone d'activités) :
 - o Facture d'acompte : en août ;
 - o Facture de solde : en février ;
- Zone 2 – Port-en-Bessin-Huppain et Agy :
 - o Facture d'acompte : en novembre ;
 - o Facture de solde : en mai ;
- Zone 3 – Bayeux et Ryes :
 - o Facture d'acompte : en février ;
 - o Facture de solde : en août ;
- Zone 4 – Arromanches-le-Bains, Commes, Longues-sur-Mer, Magny-en-Bessin, Manvieux et Tracy-sur-Mer :
 - o Facture d'acompte : en avril ;
 - o Facture de solde : en octobre ;
- Zone 5 – Arganchy, Barbeville, Cussy, Guéron, Monceaux-en-Bessin, zone d'activités de Nonant, St-Loup-Hors, St-Martin-des-Entrées, St-Vigor-le-Grand, Sommervieu, Subles, Sully, Vaucelles et Vaux-sur-Aure :
 - o Facture d'acompte : en mai ;
 - o Facture de solde : en novembre.

Les abonnés qui le souhaitent peuvent faire une demande de mensualisation auprès du distributeur. Pour cela, ils devront retourner l'imprimé d'autorisation de prélèvement dûment rempli et signé accompagné d'un relevé d'identité bancaire. Un avis d'échéance leur sera adressé, indiquant le montant et les dates des dix prélèvements qui seront facturés sur leur compte. Le détail de la mensualisation est présenté en annexe 1 du présent règlement.

Dans le cas de l'habitat collectif, quand une individualisation des contrats de fourniture d'eau potable a été mise en place avec le distributeur d'eau, les règles appliquées à la facturation de l'eau potable sont appliquées à la facturation de l'assainissement collectif de chaque logement.

En cas de difficultés financières, vous êtes invité à en faire part à l'exploitant sans délai. Différentes solutions pourront vous être proposées après étude de votre situation et dans le respect des textes en vigueur relatifs à la lutte contre l'exclusion : règlements échelonnés dans le temps (dans des limites acceptables par l'exploitant), recours aux dispositifs d'aide aux plus démunis (fonds de solidarité pour le logement...).

En cas d'erreur dans la facturation, vous pouvez bénéficier après étude des circonstances :

- si votre facture a été sous-estimée, une nouvelle facture est éditée. Un échelonnement de paiement peut être demandé auprès de la trésorerie publique, qui est chargée du recouvrement ;
- si votre facture a été surestimée une facture rectificative sera établie si la facture initiale n'a pas été réglée. Si la facture initiale a été réglée, la trésorerie procédera à un remboursement.

3•4 - En cas de non paiement

Si, à la date limite indiquée sur la facture vous n'avez pas réglé tout ou partie de votre facture, la trésorerie vous enverra une lettre de relance simple sous deux mois.

A défaut de règlement un commandement de payer sera envoyé 30 jours après la lettre en recommandée, la facture est majorée des frais de commandement de 7,50 euros ou 3% de la somme due. Ce montant est fixé par la trésorerie et il peut être modifié.

En cas de non-paiement, la trésorerie poursuit le règlement des factures par toutes voies de droit.

3•5 - Les cas d'exonération

Vous pouvez bénéficier d'exonération dans les cas suivants :

- si vous disposez de branchements spécifiques en eau potable pour lesquels vous avez souscrit auprès du service de l'eau des contrats particuliers et ne générant pas de rejet dans le réseau ;
 - si vous êtes en mesure de justifier qu'une fuite accidentelle dans vos installations privées est à l'origine d'une surconsommation d'eau ne générant pas de rejet dans le réseau.
- En cas de consommation anormalement élevée suite à une fuite non apparente après compteur, vous pouvez demander un dégrèvement partiel sous réserve :
- de produire une facture de réparation de la fuite ou justificatif similaire ;
 - qu'il n'y ait pas faute ou négligence manifeste de votre part.

La consommation prise en compte sera alors votre consommation de l'année précédente.

3•6 – Absence d'historique

Dans tous les dossiers, en cas d'absence d'historique, le calcul sera effectué sur les volumes moyens arrêtés en fonction des critères de consommation de l'immeuble (40 m³ par personne présente dans le foyer et par an).

3•7 - Le contentieux de la facturation

Le contentieux de la facturation est du ressort de la juridiction judiciaire territorialement compétente.

Le raccordement

On appelle « raccordement » le fait de relier des installations privées au réseau public d'assainissement.

4•1 - les obligations de raccordement

La demande de raccordement doit être effectuée par le propriétaire ou son représentant auprès de l'exploitant. Elle est traitée dans les conditions et délais prévus dans l'article 1-2 du présent règlement.

Pour les eaux usées domestiques :

En application du Code de la santé publique, le raccordement des eaux usées au réseau d'assainissement est **obligatoire** quand celui-ci est accessible à partir de votre habitation.

Cette obligation est immédiate pour les constructions édifiées postérieurement à la réalisation du réseau d'assainissement.

Dans le cas d'une mise en service d'un réseau d'assainissement postérieure aux habitations existantes, l'obligation est soumise à un délai de deux ans.

Ce raccordement peut se faire soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou servitudes de passage.

Dès la mise en service du réseau, tant que les installations privées ne sont pas raccordées ou que le raccordement n'est pas conforme aux dispositions du présent règlement, le propriétaire peut être astreint par décision de la collectivité au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance d'assainissement collectif.

Au terme du délai de deux ans si les installations privées ne sont toujours pas raccordées, cette somme peut être majorée, par décision de la collectivité, dans la limite de 100%.

Pour les eaux usées autres que domestiques :

Le raccordement au réseau est soumis à l'obtention d'une autorisation préalable de la collectivité. L'autorisation de déversement délivrée par la collectivité peut prévoir, dans une convention spéciale de déversement, des conditions techniques et financières adaptées à chaque cas. Elle peut notamment imposer la mise en place de dispositifs de pré traitement dans vos installations privées.

4•2 - Le branchement

Le raccordement à la canalisation publique de collecte des eaux usées se fait par l'intermédiaire du branchement.

Le branchement fait partie du réseau public et comprend 3 éléments :

1) la boîte de branchement, le siphon ou le regard de façade, y compris le dispositif de raccordement à la canalisation privée,

2) la canalisation située généralement en domaine public,

3) le dispositif de raccordement à la canalisation publique.

Vos installations privées commencent à l'amont du raccordement à la boîte de branchement, du siphon ou du regard de façade.

En cas d'absence de boîte de branchement, la limite du branchement est la frontière entre le domaine public et la propriété privée.

4•3 - L'installation et la mise en service

La collectivité ou l'exploitant détermine, après contact avec vous, les conditions techniques d'établissement du branchement, en particulier l'emplacement des boîtes de branchement.

Les branchements sont réalisés par Bayeux Intercom, ou par une entreprise de travaux publics choisie par le pétitionnaire.

Cas n°1 : la réalisation du branchement est confié à Bayeux Intercom : à réception de la demande et après accord sur l'implantation et la mise en place de l'abri du compteur, une proposition de devis vous est adressé sous 15 jours.

Après acceptation du devis, les travaux d'installation sont alors réalisés par l'exploitant (ou l'entreprise qu'elle a missionnée) et sous sa responsabilité dans un délai maximum de 3 semaines après obtention des autorisations administratives.

L'exploitant peut différer l'acceptation d'une demande de branchement ou limiter le débit de celui-ci, si l'importance de la consommation nécessite des travaux de renforcement ou d'extension du réseau existant.

La mise en service du branchement est effectuée par l'exploitant après réalisation des travaux.

Cas n°2 : la réalisation du branchement est à une entreprise de travaux publics choisie par le pétitionnaire :

Une demande de branchement accompagné d'un plan est à adresser à Bayeux Intercom. A réception de la demande, les remarques éventuelles ainsi que les prescriptions techniques à respecter seront adressés au pétitionnaire sous 8 jours. Il appartient au pétitionnaire ou à son entreprise d'obtenir toutes les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des travaux. Le raccordement au réseau public devra se faire en présence de l'exploitant.

L'exploitant est seul habilité à mettre en service le branchement, après avoir vérifié la conformité des installations privées. Cette vérification se fait tranchées ouvertes. Le branchement est obturé. Il ne sera ouvert qu'après l'accord de l'exploitant, suite à son contrôle des installations privées. En cas de désobturation sans l'accord de l'exploitant, la remise en place de l'obturateur vous sera facturée par l'exploitant.

Lors de la construction d'un nouveau réseau d'assainissement, la collectivité peut exécuter ou faire exécuter d'office la partie publique des branchements de toutes les propriétés riveraines existantes.

4•4 - Le paiement

Si à l'occasion de la construction d'un nouveau réseau d'assainissement, la collectivité exécute ou fait exécuter d'office les branchements de toutes les propriétés riveraines existantes, elle demande au propriétaire le remboursement de tout ou partie des dépenses entraînées par les travaux, dans les conditions fixées par délibération de la collectivité.

Dans les autres cas, tous les frais nécessaires à l'installation du branchement sont à votre charge.

Les travaux sont à régler en intégralité à Bayeux Intercom après réalisation des travaux et mise en eau du branchement, lorsque la réalisation du branchement a été confiée à la collectivité.

Lorsque les travaux ont été réalisés par une entreprise désignée par la pétitionnaire, aucun montant lié à la réalisation du branchement ou à sa mise en eau n'est à régler auprès de la collectivité.

Lorsque le raccordement de votre propriété est effectué pour un immeuble édifié après la mise en service du réseau d'assainissement, la collectivité peut vous demander, en sus des frais de branchement, une participation financière pour tenir compte de l'économie réalisée par vous en évitant d'avoir à construire une installation d'assainissement individuelle. Le montant de cette participation est déterminé par délibération de la collectivité et perçue par elle.

4•5 - L'entretien et le renouvellement

L'exploitant prend à sa charge les frais d'entretien, de réparations et les dommages pouvant résulter de l'existence du branchement.

En revanche, les frais résultant d'une faute de votre part sont à votre charge.

Le renouvellement du branchement est à la charge de la collectivité ou de l'exploitant.

4•6 - La modification du branchement

La charge financière d'une modification du branchement est supportée par le demandeur.

Dans le cas où le demandeur est l'exploitant ou la collectivité, les travaux sont réalisés par l'exploitant ou l'entreprise désignée par la collectivité.

Les installations privées

On appelle « installations privées », les installations de collecte des eaux usées situées avant la boîte de branchement.

5•1 - Les caractéristiques

La conception et l'établissement des installations privées sont exécutés aux frais du propriétaire et par l'entrepreneur de votre choix.

Ces installations ne doivent présenter aucun inconvénient pour le réseau public et doivent être conformes aux dispositions du code de la santé publique.

Les rejets sont collectés de manière séparée (eaux usées d'une part et eaux pluviales d'autre part), même si le réseau est unitaire, ceci afin de permettre une évolution ultérieure vers un réseau séparatif. Cette disposition ne s'applique pas aux branchements existants à la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

Vous devez laisser l'accès à vos installations privées à la collectivité et à l'exploitant pour vérifier leur conformité à la réglementation en vigueur.

La collectivité se réserve le droit d'imposer la modification d'une installation privée risquant de provoquer des perturbations sur le réseau public.

Si, malgré une mise en demeure de modifier vos installations, le risque persiste, la collectivité peut fermer totalement votre raccordement, jusqu'à la mise en conformité de vos installations.

De même, la collectivité peut refuser l'installation d'un raccordement ou la desserte d'un immeuble tant que les installations privées sont reconnues défectueuses.

Vous devez notamment respecter les règles suivantes :

- assurer une collecte séparée des eaux usées et des eaux pluviales ;
- vous assurer de la parfaite étanchéité des évacuations des eaux usées ;
- équiper de siphons tous les dispositifs d'évacuation (équipements sanitaires, et ménagers, cuvettes de toilette, ...)
- poser toutes les colonnes de chute d'eaux usées verticalement et les munir d'évents prolongés au dessus de la partie la plus élevée de la propriété,
- vous assurer que vos installations privées sont conçues pour protéger la propriété contre les reflux d'eaux usées ou d'eaux pluviales en provenance du réseau public, notamment en cas de mise en charge accidentelle. A cette fin :
 - * les canalisations, joints et les tampons des regards situés à un niveau inférieur à celui de la voie publique au droit de la construction devront pouvoir résister à la pression correspondante ;
 - * un dispositif s'opposant à tout reflux devra être mis en place si des appareils d'utilisation (sanitaires, siphons de sol , grilles d'évacuation des eaux pluviales ...) sont situés à un niveau inférieur à celui de la voie publique au droit de la construction ;
- ne pas raccorder entre elles les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées, ni installer des dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans les conduites d'eau potable ;
- vous assurer de la déconnexion complète de tout dispositif d'assainissement individuel (dégraisseurs, fosses, filtres).

5•2 - L'entretien et le renouvellement

L'entretien, le renouvellement et la mise en conformité des installations privées vous incombent complètement. L'exploitant ne peut être tenu pour responsable des dommages causés par l'existence ou le fonctionnement des installations privées ou par leur défaut d'entretien, de renouvellement ou de mise en conformité.

Le débouchage du réseau en partie privée est à la charge du propriétaire ou de l'occupant de l'immeuble raccordé.

5•3 contrôles de conformité

Les contrôles de conformité des installations privées, effectués à l'occasion de cessions de propriété à la demande des propriétaires, peuvent être réalisés par l'exploitant et sont facturés au demandeur pour un montant fixé par délibération de la collectivité. Le propriétaire peut néanmoins, s'il le souhaite, faire appel au professionnel de son choix. Dans ce dernier cas de figure, une copie du rapport de contrôle sera à transmettre à Bayeux Intercom.

Modification du règlement du service

Des modifications au présent règlement du service peuvent être décidées par la collectivité.

Le distributeur remet à chaque abonné le règlement de service ou le lui adresse par courrier postal ou électronique. Le paiement de la facture suivant la diffusion du règlement de service ou de sa mise à jour vaut accusé de réception par l'abonné.

Le règlement est tenu à disposition des usagers.

Annexe 1

Procédure pour la mensualisation des contrats d'eau

La présente annexe définit la procédure pour mensualiser les contrats d'eau.

Les abonnés qui le souhaitent peuvent faire une demande de mensualisation auprès du distributeur. Pour cela, ils devront retourner l'imprimé d'autorisation de prélèvement dûment rempli et signé accompagné d'un relevé d'identité bancaire. Un avis d'échéance leur sera adressé, indiquant le montant et les dates des dix prélèvements qui seront facturés sur leur compte.

Les prélèvements seront facturés le 12 de chaque mois (ou le 1^{er} jour ouvrable suivant) et représenteront 1/9^{ème} de la consommation de référence (année n-1 ou en l'absence d'historique, estimation basée sur une consommation annuelle de 40 m³ par personne). A l'issue du dernier prélèvement et du relevé de compteur, l'abonné recevra une facture indiquant le solde à régler :

- si les prélèvements ont été trop élevés, l'excédent sera automatiquement remboursé sur le compte de l'abonné ;
- si les prélèvements ont été inférieurs au montant de la facture, la différence fera l'objet d'un ou plusieurs prélèvements supplémentaires le 12 du ou des mois suivants.

En cas d'échéance impayée, si un prélèvement ne peut être effectué sur le compte d'un abonné, son montant augmenté des frais (5 € TTC) sera ajouté au prélèvement du mois suivant. Le montant de ces frais revient à la Trésorerie pour couvrir les frais de rejet de prélèvement. Si deux prélèvements consécutifs ne peuvent être effectués sur le compte d'un même abonné, le distributeur procédera automatiquement à l'annulation de la mensualisation.

Les prélèvements se feront selon le calendrier suivant :

- Zone 1 – Audrieu, Chouain, Condé-dur-Seulles, Ellon, Juaye-Mondaye et Nonant (hors zone d'activités) :
 - o Dix prélèvements d'avril à janvier ;
 - o Facture de solde : en février ;
- Zone 2 – Port-en-Bessin-Huppain et Agy :
 - o Dix prélèvements de juillet à avril ;
 - o Facture de solde : en mai ;
- Zone 3 – Bayeux et Ryes :
 - o Dix prélèvements d'octobre à juillet ;
 - o Facture de solde : en août ;
- Zone 4 – Arromanches-le-Bains, Commes, Longues-sur-Mer, Magny-en-Bessin, Manvieux et Tracy-sur-Mer :
 - o Dix prélèvements de décembre à septembre ;
 - o Facture de solde : en octobre ;
- Zone 5 – Arganchy, Barbeville, Cussy, Guéron, Monceaux-en-Bessin, zone d'activités de Nonant, St-Loup-Hors, St-Martin-des-Entrées, St-Vigor-le-Grand, Sommervieu, Subles, Sully, Vaucelles et Vaux-sur-Aure :
 - o Dix prélèvements de janvier à octobre ;
 - o Facture de solde : en novembre.